



Febrero 13, 2013

LA POLICE GRECQUE RETOUCHE DES PHOTOS DE SUSPECTS POUR FAIRE DISPARAÎTRE TOUTE TRACE DE VIOLENCE

(publié sur : www.amnesty.org)

Les autorités grecques doivent enquêter sur des accusations de torture, après que les portraits photos de quatre braqueurs de banque présumés ont été trafiqués pour ôter toute trace de blessure, a déclaré Amnesty International lundi 4 février.

Vendredi 1er février, les suspects ont été arrêtés par la police qui les soupçonnait d'avoir participé à des braquages de banques à Kozani, dans le nord du pays.

D'après les policiers, les quatre hommes ont été blessés au cours de leur arrestation, durant laquelle n'a été utilisée que la force nécessaire. Cependant, leurs proches et leurs avocats assurent qu'il n'y a pas eu d'accrochage, et que les jeunes hommes ont été roués de coups en détention.

« Nous sommes vivement préoccupés par les fréquentes allégations de torture et de mauvais traitements auxquels se livreraient les policiers grecs », a indiqué Marek Marczyński, directeur adjoint du programme Europe et Asie centrale d'Amnesty International.

Sur des vidéos et des photos inédites publiées par les médias, les quatre hommes présentent de nombreuses contusions. Toutefois, les policiers ont diffusé des photographies qui avaient été grossièrement retouchées pour atténuer ou effacer les bleus et les coupures.

Sur l'une de ces photos, l'un des suspects a le visage anormalement aplati, du fait des retouches opérées pour effacer les contusions. Sur une autre, l'image a été tellement éclaircie que les cheveux du suspect sont passés du brun au blond.

Malgré cela, le ministre de l'Ordre public a déclaré que les retouches étaient nécessaires pour permettre à d'éventuels témoins de reconnaître les suspects.

« Les autorités grecques ne sauraient se contenter d'effacer leurs problèmes en utilisant Photoshop. Il faut mettre fin à cette culture de l'impunité, a estimé Marek Marczyński.

« Les allégations de tortures policières doivent donner lieu à une enquête efficace, approfondie et impartiale. Cette enquête doit déboucher sur l'identification des responsables présumés, qui doivent être traduits en justice dans les meilleurs délais.

Deux des quatre détenus sont accusés d'être membres du groupe armé de la Conspiration des cellules de feu. En octobre 2012, 15 manifestants antifascistes auraient été torturés par la police à la suite d'une manifestation.